



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE**

**DELEGATION COTE D'AZUR
GEOAZUR**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
CCP**

**MARCHE PUBLIC PORTANT SUR LA
FOURNITURE D'UN SYSTEME D'ACQUISITION
DE MESURE ACOUSTIQUE DISTRIBUEE SUR
FIBRE OPTIQUE**

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT | 4 |
| ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 5 – DUREE | 5 |
| ARTICLE 6 – DELAI D'EXECUTION | 5 |
| ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES | 5 |
| 7.1 Obligations du CNRS | 5 |
| 7.2 Obligations du titulaire | 6 |
| 7.3 Obligation de discrétion | 6 |
| ARTICLE 8 – PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES | 6 |
| ARTICLE 9 – CLAUSES TECHNIQUES | 6 |
| ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION | 7 |
| 10.1 Représentation des parties | 7 |
| 10.1.1 Représentation de l'acheteur | 7 |
| 10.1.2 Représentation du titulaire | 7 |
| 10.2 Suivi des prestations | 8 |
| 10.3 Livraison | 8 |
| 10.4 Documentation technique | 8 |
| 10.5 Prestation de formation | 9 |
| 10.6 Prestations supplémentaires | 9 |
| ARTICLE 11 – GARANTIE CONTRACTUELLE | 9 |
| 11.1 Généralités | 9 |
| 11.2 Durée et contenu minimum | 9 |
| 11.3 Service après-vente | 10 |
| 11.3.1 Support technique | 10 |
| 11.3.2 Délais d'intervention en cas de panne | 10 |
| 11.3.3 Délais de mise au point ou de réparation en cas de panne | 11 |
| 11.3.4 Obligation relative aux pièces détachées | 11 |
| ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE | 11 |
| 12.1 Généralités | 11 |
| 12.2 Commencement des opérations de vérifications des prestations | 11 |
| 12.3 Modalités et délais pour les opérations de vérification des prestations | 11 |
| 12.3.1 Première étape : la vérification d'aptitude | 12 |
| 12.3.2 Deuxième étape : la vérification de service régulier | 12 |
| ARTICLE 13 – AVANCE | 13 |
| ARTICLE 14 – PRIX | 13 |
| 14.1 Généralités | 13 |
| 14.2 Actualisation des prix | 14 |

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD | 14 |
| ARTICLE 16 – MODALITES DE REGLEMENT | 15 |
| 16.1 Présentation des factures | 15 |
| 16.2 Délai de règlement | 16 |
| ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE | 16 |
| ARTICLE 18 – MODIFICATION DU CONTRAT | 17 |
| ARTICLE 19 – RESILIATION | 17 |
| ARTICLE 20 – ASSURANCES..... | 17 |
| ARTICLE 21 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES | |
| | 17 |
| ARTICLE 22 – MESURES DE SECURITE RELATIVES AUX SITES CLASSES | |
| EN ZONE A REGIME RESTRICTIF | 17 |
| ARTICLE 23 – LITIGES | 18 |
| ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS | 18 |

PREAMBULE

Le projet D-LIGHT du programme « Recherche a Risque RI² » du CNRS financé en 2025 pour une durée de 2+3 ans a pour but de développer l'instrumentation in-situ par fibre optique, à la fois pour développer les applications terrestres et en mer. La technique d'acquisition dite de « mesure acoustique distribuée », ou Distributed Acoustic Sensing (DAS) en anglais a une place particulière dans ce projet compte-tenu des capacités de avérées de cette technologie à fournir de nouvelles observations, notamment dans des environnements difficiles d'accès (marin, urbain, glaciers, grandes infrastructures civiles).

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet la fourniture d'un système d'acquisition de mesure acoustique distribuée sur fibre optique. Un système d'acquisition dit « DAS ».

| | |
|-----------------------|-----------------|
| Code CPV : | 38430000-8 |
| Code NACRES : | OA.44 |
| Montant estimé | 155 000,00 € HT |

Le titulaire déclare être à jour du règlement des redevances dues au titre des brevets de licences d'exploitation des matériels distribués.

Il garantit le CNRS contre les éventuelles revendications de tiers.

Le marché est passé par la Délégation Côte d'Azur du CNRS pour le compte du laboratoire GEOAZUR.

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

En application de l'article R2124-2 du Code de la commande publique, le présent marché public est passé selon la procédure formalisée suivante : appel d'offres ouvert.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique le marché n'est pas alloti car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes : il s'agit d'un système de mesure intégré.

ARTICLE 4 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR11) dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- L'annexe à l'acte d'engagement relative à la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021 texte n°18), désigné « CCAG/FCS » dans le présent CCP ;
- L'offre technique du titulaire incluant le cadre de réponse technique et tous les documents ou fiches techniques.

Toute clause portée dans une documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 5 – DUREE

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et se termine à la fin de la période de la garantie contractuelle.

L'exécution des prestations débute dès la notification du présent marché.

ARTICLE 6 – DELAI D'EXECUTION

Le délai maximal d'exécution des prestations est de **4 mois** à compter de la notification du marché.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1 Obligations du CNRS

Le CNRS assure que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises les prestations, objet du marché.

Le personnel du titulaire est soumis au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux du CNRS. Le CNRS s'engage en outre, à faciliter l'accès au site des agents du titulaire pour l'exécution des prestations relatives au présent marché.

7.2 Obligations du titulaire

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

7.3 Obligation de discrétion

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements et/ou de documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements et/ou ces documents ne peuvent, sans autorisation du CNRS, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Il en est de même pour tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 – PRESTATIONS MINIMALES ATTENDUES

Le marché comprend les prestations suivantes :

- La fourniture du système complet ;
- L'emballage et le transport du système ;
- La fourniture du logiciel dédié au système et sa licence d'exploitation ;
- L'installation et la configuration du système en téléassistance ;
- Les prestations de formation ;
- La documentation ;
- Le service après-vente ;
- Une garantie de 24 mois.

ARTICLE 9 – CLAUSES TECHNIQUES

Le matériel à mettre en œuvre devra répondre aux exigences suivantes :

- Résolution spatiale configurable (2-40m) ;
- Échantillonnage spatial minimum 2m ;
- Fréquence d'échantillonnage réglable de 0,5 kHz à 10 kHz ;
- Le loss budget unidirectionnel est supérieur à 25 dB ;

- Portée minimale de 80 km avec une fibre ayant une atténuation de 0.2 dB/km ;
- Le bruit propre de l'instrument à une position de fibre de 80 km avec une fréquence d'échantillonnage de 400 Hz (ou moins) et une gauge-length de 20m (ou moins) ne doit pas dépasser les 30pstrain/rHz à 10 Hz ;
- Données disponibles est au format de fichier de données HDF5 ;
- Communication à distance avec l'instrument (vérification de l'état de santé, paramétrage, redémarrage, téléchargement des données) ;
- Les mises à jour pertinentes du logiciel pendant la durée de la garantie ;
- Assistance à distance pendant l'installation et la configuration ;
- Possibilité de configurer des traitements à la volée des données DAS pour ne conserver que les produits DAS pertinents.

ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne les personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG FCS, le titulaire désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Suivi des prestations

Dès que nécessaire, des échanges ou entretiens seront réalisés entre les interlocuteurs désignés par les parties afin de clarifier toutes modalités pratiques d'exécution du présent marché. Il sera notamment abordé les points suivants :

- le rappel de l'objectif du projet,
- la responsabilité des parties,
- le rappel de la date de début des prestations,
- les délais à respecter,
- les conditions de livraison,
- la mise en œuvre des prestations,
- l'exécution des clauses administratives et financières du marché.

10.3 Livraison

En complément de l'article 20.3 du CCAG, les frais de transport, de conditionnement, de chargement, d'arrimage, de déchargement, de déballage et de manutention seront à la charge du titulaire.

La livraison s'effectue à l'adresse suivante :

**Géoazur Campus Azur CNRS
Bâtiment 1
250 rue Albert Einstein
06560 Valbonne
France**

La livraison sera effectuée aux heures et jours d'ouverture du lieu de livraison en présence d'un représentant de GEOAZUR.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété, il doit prendre en charge leur évacuation.

Conformément à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport de la fourniture jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

10.4 Documentation technique

Lors de l'exécution du marché, le titulaire devra fournir le manuel d'installation et d'utilisation.

Ce document sera rédigé en français. Toutefois, le CNRS acceptera que la documentation technique fournie par le titulaire soit rédigée en langue anglaise.

Ces documents sont fournis sur support numérique en format PDF.

10.5 Prestation de formation

Session de formation d'une demi-journée sur l'installation et l'utilisation du système. Cette session pourra se faire par visio-conférence avec interaction à distance sur le système de mesure.

10.6 Prestations supplémentaires

Par dérogation à l'article 23 du CCAG FCS et sans préjudice de l'application de la garantie, les pièces détachées et leurs remplacements pourront faire l'objet de commandes établies par le CNRS et associés à une proposition technique et financière du titulaire.

De même, le renouvellement ou l'extension de la licence d'exploitation du logiciel dédié au système ainsi que l'achat d'une nouvelle version du logiciel pourront faire l'objet de commandes établies par le CNRS et associés à une proposition technique et financière du titulaire.

Les prix de ces propositions seront définitifs et fermes. Les commandes ne font pas l'objet d'ordres de service.

ARTICLE 11 – GARANTIE CONTRACTUELLE

11.1 Généralités

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré, émanent du CNRS.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1386-1 et suivants du code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le marché.

11.2 Durée et contenu minimum

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le CNRS un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS, l'équipement est intégralement couvert par une garantie d'une durée minimale de **24 mois**. Dans le cas où le titulaire a proposé dans le cadre de réponse technique une durée de garantie supérieure, celle-ci s'applique.

La garantie commence à compter de la date d'admission définitive par le CNRS de l'équipement.

11.3 Service après-vente

Les prestations de service après-vente du titulaire s'exécutent durant toute la période de garantie. Le titulaire s'engage sur le service après-vente tel que décrit dans le cadre de réponse technique.

En tout état de cause, le service après-vente prévoit au minimum et sans surcoût pendant la durée de garantie les services décrits aux articles suivants :

11.3.1 Support technique

Le service après-vente du titulaire inclut un support technique (y compris sur le logiciel) gratuit et illimité pendant les jours ouvrés pendant toute la période de garantie.

Le support technique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et/ou par courriel.

Le délai de réponse, suite à l'appel téléphonique et/ou l'envoi d'un courriel, est tel qu'indiqué dans la cadre de réponse technique.

Les autres engagements du titulaire concernant le support technique figurent dans son cadre de réponse technique.

11.3.2 Délais d'intervention en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention, tels que décrits dans le cadre de réponse technique, en cas de panne ou par expédition aux frais du titulaire.

Par dérogation aux stipulations de l'article 3.2.1 du CCAG/FCS, ces délais s'entendent en jours ouvrés à compter de la demande d'intervention. Ils prennent en compte la localisation du site d'implantation de l'instrument.

La demande d'intervention peut être effectuée par courriel ou par téléphone, confirmée par voie électronique.

L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite (par courriel) par le titulaire.

Le délai d'intervention commence dès la date d'envoi de la demande d'intervention.

Dans le cas du non-respect de ce délai, le titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article 16 du présent CCP.

11.3.3 Délais de mise au point ou de réparation en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le titulaire a une obligation de résultat et de délai concernant la remise en état de fonctionnement opérationnel de l'instrument en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues initialement dans le marché.

Conformément aux stipulations de l'article 33.3 du CCAG/FCS, le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est celui qui est fixé par décision CNRS, après consultation du titulaire.

11.3.4 Obligation relative aux pièces détachées

Le titulaire s'engage à remplacer les pièces détachées usagées, pendant une durée minimale, tel qu'indiqué par le titulaire dans le cadre de réponse technique, à compter de la date d'admission définitive de l'équipement.

Dans le cas contraire, le titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article 15.

ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DU MARCHE

12.1 Généralités

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le CNRS conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 31 du CCAG/FCS, excepté pour les points qui suivent.

Par dérogations aux articles 27 à 31 du CCAG/FCS, les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par un représentant habilité par le CNRS et désigné comme étant « le responsable CNRS ».

12.2 Commencement des opérations de vérifications des prestations

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la mise en service du système.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire ne sera pas avisé des jours et heures fixés pour les opérations de vérifications.

12.3 Modalités et délais pour les opérations de vérification des prestations

Les modalités relatives aux opérations de vérifications seront réalisées en deux étapes. Ces étapes débutent au même moment.

Les modalités sont les suivantes :

12.3.1 Première étape : la vérification d'aptitude

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS la vérification d'aptitude a pour but de constater que l'équipement présente les caractéristiques techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées dans le présent marché.

Cette constatation résulte de l'exécution des tests fonctionnels spécifiques à l'équipement. :

La vérification d'aptitude (VA) consistera en une acquisition sur une durée d'une (1) heure dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Longueur de jauge inférieure à 20m
- Fréquence d'acquisition : 400Hz
- Portée de la mesure : 80 km

Les résultats seront consignés sous forme de rapport. Ils seront comparés avec les données fournies, et seront pris en compte pour valider la deuxième étape.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai dont dispose le CNRS pour notifier sa décision est de trente (30) jours à compter de la date de mise en service.

Si la vérification d'aptitude est positive, le CNRS poursuit la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, la vérification de service régulier est suspendue et le CNRS prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire, après intervention sur le matériel, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

12.3.2 Deuxième étape : la vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que le matériel est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir ses fonctions.

La vérification de service régulier VSR consistera en une acquisition sur une période de sept (7) jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le CNRS.

Le service est réputé régulier si sur la période donnée, la durée cumulée des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

Le délai dont dispose le CNRS pour notifier sa décision est de sept (7) jours à compter de la fin de la période de la VSR.

Si la VSR est positive, le CNRS prononce l'admission définitive des prestations.

Si la VSR est négative, le CNRS prend soit :

- une décision d'ajournement avec VSR pendant une période supplémentaire maximale de sept (7) jours,
- une décision d'admission avec réfaction,
- une décision de rejet.

Si le CNRS ne notifie pas sa décision dans le délai de sept (7) jours susmentionnés, le résultat de la VSR est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

ARTICLE 13 – AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG s'applique.

Le titulaire qui en fait le choix peut bénéficier du versement d'une avance. Son montant est fixé à 20 % du montant TTC des prestations à exécuter.

L'avance est mandatée au titulaire, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire dès sa demande de paiement.

Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.

ARTICLE 14 – PRIX

14.1 Généralités

Le présent marché est à prix global et forfaitaire et est conclu à prix définitifs, fermes et actualisables.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

Les prix sont réputés complets et comprennent la réalisation des prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales, ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que ceux correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché.

Ces prix sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la réalisation des prestations qui font l'objet du présent marché, de telle sorte que pour l'exécution complète des prestations stipulées dans le présent marché et dans l'offre du titulaire, le pouvoir adjudicateur n'ait rien à payer au titulaire en sus, sous quelque forme ou quelque prétexte que ce puisse être.

Aux prix ainsi définis s'applique la TVA au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

14.2 Actualisation des prix

A l'initiative du titulaire, les prix pourront être actualisés par ajustement, par référence aux tarifs du titulaire, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé ses prix dans l'offre et la date de début d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG FCS, la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre correspond au mois de la remise de son offre.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à notifier au CNRS ses nouveaux prix au courrier électronique suivant : dr20.liste.marches@cnrs.fr.

Sans réponse du CNRS dans les 15 jours suivant la présentation de l'actualisation, elle est réputée acceptée.

En aucun cas, une prestation ne pourra être facturée au CNRS selon un nouveau tarif, plus élevé que l'ancien, notifié après le commencement de la prestation.

ARTICLE 15 – PENALITES DE RETARD

Toutes les pénalités s'entendent en jours calendaires et s'appliquent après que le CNRS a demandé au titulaire de présenter ses observations par écrit dans un délai de quinze (15) jours resté sans réponse ou si le CNRS considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable. Si ces observations sont acceptées par le CNRS, ce dernier diminue ou exonère les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, le CNRS applique au titulaire les pénalités suivantes :

- Cinq cents euros (500,00 €) HT par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect du délai d'exécution mentionné à l'article 6 du présent CCP, sauf accord contraire préalable.
- Cent euros (100,00 €) HT par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect des délais d'intervention prévus dans la durée de la garantie, tel que prévu dans le cadre de réponse technique, sauf accord contraire préalable.
- Cinq mille euros (5.000,00 €) HT par an, constaté par le CNRS, pour non-respect de la durée de disponibilité des pièces détachées, telle que prévue dans le cadre de réponse technique, sauf accord contraire préalable.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20 % du montant total HT du marché. Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1 000,00) euros HT.

Le titulaire encourt, en cas d'exécution partielle ou de non-exécution totale des prestations, des réfections et, le cas échéant, l'application de l'article 45 du CCAG/FCS « Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire ».

ARTICLE 16 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son IBAN original. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de toute modification de son IBAN.

16.1 Présentation des factures

- Les factures doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :
- Les références du bon de commande (objet et numéro + numéro de SIRET du titulaire),
- La date d'exécution et le lieu d'exécution,
- Le montant hors taxe,
- Le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR40180089013),
- Le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un bénéficiaire membre de l'Union européenne),
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes charges comprises en euros.

L'omission des mentions précitées dans la facture, entraîne une suspension du délai global de paiement.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- par flux d'échange de données informatisées : les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- par dépôt au format PDF
- par saisine en ligne sur le portail

Les informations qui doivent figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720),
- Le code service de l'unité ou du service facturé présent sur le bon de commande (UMR7329),

- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS,
- L'adresse du centre de facturation :

CNRS-SCTD-0919-UMR7329
2 rue Jean ZAY
TSA 61004
F-54519 Vandœuvre-lès-Nancy Cedex

Conformément aux dispositions de l'article R2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

16.2 Délai de règlement

Le délai global de paiement des sommes dues, est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par le CNRS. À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date, par tout moyen et outil permettant une levée de doutes.

A compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, il est ouvert de plein droit au titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28/01/2013 et de son décret d'application n°2013-269 du 29/03/2013.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40€.

Le délai maximum de paiement d'une indemnité de résiliation éventuelle est le délai maximum de paiement prévu au présent contrat. Il commence à courir à partir du moment où, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnisation est arrêté.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter une partie des prestations du marché sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DU CONTRAT

Les dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées aux marchés publics.

ARTICLE 19 – RESILIATION

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, le marché est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent CCP ; postérieurement à la signature du marché, si les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

Les autres dispositions du CCAG/FCS, notamment celles du chapitre 7, s'appliquent sans aucune autre restriction.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du CNRS et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 21 – REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire du présent marché est tenu d'appliquer les dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG FCS relatives à la protection des données à caractère personnel.

L'ensemble des données clients traitées en cours d'exécution du présent marché est et reste la propriété du CNRS.

ARTICLE 22 – MESURES DE SECURITE RELATIVES AUX SITES CLASSES EN ZONE A REGIME RESTRICTIF

En complément de l'article 5.3 du CCAG/FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ou sur des données considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées.

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par les dispositions du Code pénal précitées et du décret du 2 novembre 2011 prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif. À ce titre, le titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisation préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner les informations relevant de telles zones.

ARTICLE 23 – LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation des prestations objet du marché.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Les juridictions administratives sont seules compétentes et notamment le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG/FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

| CCP | CCAG/FCS (arrêté du 30 mars 2021) |
|-------------|-----------------------------------|
| Art. 4 | Art. 4.1 |
| Art. 10.6 | Art. 23 |
| Art. 11.2 | Art. 33.1 |
| Art. 11.3.2 | Art. 3.2.1 |
| Art. 12.1 | Art. 27 à 31 |
| Art. 12.2 | Art 27.3 et 28 |
| Art. 12.3.1 | Art. 28.2 |
| Art. 14.2 | Art. 10.1.2 |
| Art. 15 | Art. 14 |
| Art. 19 | Art. 38 |